

Sur des yachts de luxe, des «boat-people» nantis fuient le Liban en crise

Dans le port de Dbaiyé, au nord de Beyrouth, les élégants yachts de plaisance se sont reconvertis en navettes pour «boat-people» nantis qui fuient le Liban secoué par les violences les plus meurtrières depuis la guerre civile.

«Le tarif est de 1 500 dollars par personne pour l'aller seulement vers le port chypriote de Larnaca», explique le directeur d'une compagnie de navigation. «La demande ne cesse d'augmenter depuis samedi», affirme ce jeune homme qui refuse de donner son nom.

Lundi soir, 200 personnes étaient arrivées à

bord de 18 bateaux à Larnaca. Des affrontements entre partisans de l'opposition et de la majorité avaient éclaté à Beyrouth, le 7 mai, et ont fait depuis 62 morts et environ 200 blessés. Des militants du Hezbollah, le puissant parti chiite d'opposition, bloquent depuis l'accès à l'aéroport de la capitale et des partisans de la majorité barrent la route principale vers la Syrie, tandis que le port de Beyrouth a cessé toute activité depuis vendredi. La compagnie de croisières, comme une poignée d'autres, assure deux voyages par jour vers Larnaca à partir d'une marina privée à Dbaiyé. Le trajet dure environ six heures, pour une distance de 210 kilomètres. «Nous exigeons la moitié du tarif à la réservation et ne quittons le port qu'une fois le bateau plein», ajoute le directeur de la compagnie. «Nous n'exploitons pas la capacité maximale du yacht, de 50 personnes en utilisant les solariums. Nous remplissons seulement les 16 places assises, pour le confort des passagers», dit-il.

Le yacht est équipé de trois cabines avec salles de bains, d'un salon, d'une cuisine et de solariums de luxe.

Jusqu'à la semaine dernière, de riches Libanais ou des touristes, notamment russes, l'utilisaient pour longer les côtes libanaises ou se rendre à la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge. Malgré la situation, beaucoup font le voyage en sens inverse. «Ce sont surtout des journalistes, des personnes obligées de rentrer ou des ministres rentrant d'une mission officielle», indique le jeune homme. Sur la jetée d'un club privé de Kaslik, dans le nord de Beyrouth, une femme élégante organise le départ de sa famille. «Je profite du yacht privé d'une amie pour embarquer vers Chypre mes parents et mes enfants, qui étaient ici en vacances», dit Claudette.

«Ici, pas de voyages à but lucratif. Tout contrevenant serait immédiatement renvoyé du club», affirme le responsable des relations publiques, Elie Kanaan.

Face à la situation, l'ambassade de Chypre facilite le transit des Libanais et d'autres ressortissants par son territoire. «Nous faisons de notre mieux pour délivrer les visas en 24 heures,

même moins en cas d'urgence», indique un responsable du service des visas en soulignant que «la demande s'accroît depuis deux jours».

La sécurité générale libanaise tamponne rapidement les passeports après s'être assurée qu'ils sont en règle.

Des charters privés quittent aussi Beyrouth depuis mardi «à raison de deux vols quotidiens vers Amman avec vingt passagers chacun», ou bien «sur demande» vers Chypre, indique le propriétaire d'une compagnie d'aviation privée. Il refuse de divulguer le tarif, qui serait de 400 dollars. Les routes vers l'aéroport sont bloquées par des monticules de terre. Une voiture dépose les passagers au pied de ces barrages que les voyageurs traversent à pied, pour être récupérés de l'autre côté par des véhicules qui les conduisent aux avions.

Les taxis vers la Syrie profitent aussi de la situation et empruntent les routes de Tripoli ou de Qaa, deux points de passage dans le nord du pays.

Louer une voiture pour Damas coûte 400 à 600 dollars, contre 75 avant les événements, la place dans un taxi collectif 80 dollars, contre 20 précédemment.

NUCLÉAIRE

L'Iran prêt à parler avec les six Grands, mais pas de ses droits

Le président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahmadinejad, s'est dit prêt, hier, à discuter avec les grandes puissances des problèmes du monde mais pas de ses «droits» en matière nucléaire, lors d'une conférence de presse. «Nous sommes prêts à discuter pour régler les problèmes du monde et lever les inquiétudes», a déclaré M. Ahmadinejad, en réponse à une question sur la nouvelle offre que doivent présenter les grandes puissances pour régler le problème nucléaire iranien.

Mais il a ajouté que l'Iran refusait de «discuter de ses droits» en matière nucléaire. L'offre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) et de l'Allemagne est conditionnée à une suspension par Téhéran de son enrichissement d'uranium pendant la durée de négociations. «Nous voulons tous nos droits et rien de plus», a-t-il dit. L'Iran refuse de suspendre son enrichissement d'uranium malgré quatre résolutions du

Conseil de sécurité, dont trois assorties de sanctions économiques. Le président iranien a, par ailleurs, affirmé que l'Iran allait présenter prochainement son propre paquet de propositions «pour régler les problèmes du monde». «Nous allons remettre notre paquet au secrétaire général des Nations unies, au président du Conseil de sécurité, à Javier Solana (le chef de la diplomatie européenne), à la Russie, à la Chine et peut-être à la Suisse», a déclaré M. Ahmadinejad.

BIRMANIE

Plus de 34 000 morts et près de 28 000 disparus

Le bilan des victimes du cyclone Nargis, qui a frappé la Birmanie le 3 mai, a atteint 34 273 morts et 27 836 personnes sont portées disparues, a annoncé mardi la radio d'Etat. Le précédent bilan officiel provisoire s'établissait, lundi, à 31 938 morts

et 29 770 personnes disparues. Des diplomates occidentaux et des Nations unies parlent de plus de 100 000 morts. Depuis quelques jours, les médias d'Etat birmanais annoncent tous les soirs dans leur bilan officiel une augmentation du nombre de décès

confirmés et une baisse du nombre de disparus. Au total, quelque 62 000 personnes sont donc mortes ou disparues. 1 403 personnes ont aussi été blessées dans l'une des pires catastrophes naturelles de l'histoire récente, a précisé la radio publique birmane.

SÉISME EN CHINE Elan de solidarité

Le séisme qui a fait plus de 12 000 morts, lundi, dans l'ouest de la Chine a suscité un élan de solidarité dans le monde, plusieurs pays et organisations proposant immédiatement leur aide à Pékin. L'ONU est prête à «apporter toute l'assistance possible à la Chine si elle le demande», a indiqué la porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires, Elisabeth Byrs, qui a reconnu que Pékin faisait de son mieux pour secourir les rescapés. Le séisme de magnitude 7,9 qui s'est produit, lundi, près de Chengdu, capitale de la province du Sichuan dans le sud-ouest, a provoqué l'effondrement de nombreuses écoles, immeubles et usines. Des milliers de personnes sont encore ensevelies sous les décombres. Des experts onusiens en évaluation de catastrophes naturelles et écologiques ont été mis en alerte pour être rapidement dépêchés sur place en cas de besoin, a précisé Mme Byrs. Pékin a indiqué, hier, qu'il acceptait toutes les aides extérieures, «matérielles ou en argent», mais que les conditions n'étaient pas réunies pour l'envoi d'équipes étrangères car l'acheminement des secours est très difficile. La Croix-Rouge chinoise a précisé avoir besoin de tentes, couvertures, nourriture, eau potable et médicaments. La Chine a «grandement besoin de sang», a aussi fait savoir le ministère de la Santé. La Commission européenne a réaffirmé sa disposition à fournir «une aide humanitaire si nécessaire». Des experts doivent se rendre rapidement sur le terrain pour évaluer les besoins, en liaison avec des organismes comme la Croix-Rouge internationale. Cette dernière a annoncé une aide d'urgence de plus de 150 000 euros, indiquant avoir commencé à distribuer sur place des tentes, du matériel de purification de l'eau et de la nourriture.

Même l'île de Taïwan, considérée par Pékin comme une province rebelle, a proposé à son grand voisin d'envoyer des équipes de secours. En dépit des tensions récentes, le chef spirituel des Tibétains, le dalaï-lama, a adressé ses condoléances à la Chine pour cette «grande tragédie», saluant «la réponse rapide» des autorités. La région chinoise de Hong Kong, sous administration spéciale, versera 38,5 millions de dollars au centre de coordination des secours, envoyant aussi une équipe sanitaire et de pompiers, tandis que Macao contribuera avec près de 13 millions de dollars. Le président américain, George W. Bush, a assuré que les Etats-Unis se tenaient «prêts à aider de toutes les manières possibles». Londres a proposé son assistance.

A moins de 90 jours des jeux Olympiques qui débiteront le 8 août à Pékin, le président du Comité international olympique (CIO), Jacques Rogge, a écrit au président chinois Hu Jintao, «pour lui apporter le soutien du mouvement olympique». Le CIO a annoncé, hier, un don d'un million de dollars au comité chinois d'organisation des jeux. Pour leur part, les autorités chinoises ont décidé que la flamme olympique allait poursuivre son parcours plus sobrement compte tenu des circonstances. Le Japon, aux liens historiquement difficiles avec son voisin, a octroyé une aide de 3,1 millions d'euros sous forme de produits de première nécessité (tentes, couvertures) et en numéraire. La présidente philippine, Gloria Arroyo, a envoyé une équipe composée de médecins, d'infirmiers et de psychiatres, afin de «répondre à la générosité» de la Chine à chaque fois que les Philippines ont été touchées par des catastrophes naturelles. Le président russe, Dmitri Medvedev, a également offert l'aide de son pays. Le président français, Nicolas Sarkozy, a écrit à son homologue chinois Hu Jintao pour l'assurer du «soutien de la France», tandis que la chancelière allemande, Angela Merkel, proposait également de l'aide et que Madrid faisait part de sa «profonde tristesse pour les milliers de morts et sinistrés». Comme le Canada ou l'Australie, l'Inde s'est dite prête à «offrir toute l'aide nécessaire dans ce difficile moment» à son «frère chinois». Au Proche-Orient, le roi de Jordanie, Abdallah II, a proposé d'envoyer «des unités médicales dans tous les endroits touchés par le séisme». La solidarité s'est aussi exprimée en Amérique latine et en Afrique : le président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, s'est dit «très attristé», à l'instar du président kényan Mwai Kibaki.

Un projet de résolution pourrait être présenté à l'ONU

Un projet de résolution pourrait être soumis au Conseil de sécurité de l'ONU pour tenter de résoudre la crise libanaise, a indiqué, hier, le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner. «Une résolution, qui n'est pas encore complètement écrite, pourrait être proposée au Conseil de sécurité», a déclaré M. Kouchner, interrogé sur ce sujet à l'Assemblée nationale, sans donner plus de détails sur ce texte. Le ministre a également indiqué qu'il ne souhaitait pas entreprendre de démarche particulière en attendant le résultat d'une mission de la Ligue arabe. «Nous ne pouvons pas interférer, maintenant, dans la médiation de la Ligue arabe», dont le secrétaire général, Amr Moussa, est attendu aujourd'hui à Beyrouth. «Venir à plusieurs en même temps, ce serait très nocif pour nos amis libanais. Donc attendons, mais attendons très peu de temps», a-t-il déclaré. M. Kouchner a également fait part de son appui au gouvernement du Premier ministre, Fouad Siniora, ainsi qu'aux efforts du chef de l'armée, le général Michel Sleimane, avec qui il s'est entretenu lundi.

«Jusqu'à-là, nous nous satisfaisons de la paix relative, très relative, revenue, en espérant que cela continuera», a-t-il dit, en ajoutant que «nous sommes prêts à de nouvelles démarches françaises, européennes et internationales».

L'armée se tenait prête, hier, à utiliser la force contre toute présence d'hommes armés et poursuivait son déploiement à travers le Liban pour tenter de maintenir le calme, près